

Orban à Moscou : un bras d'honneur à l'UE et à sa soumission à la mondialisation

écrit par Collonia Agripinensis | 23 septembre 2018



Le bras d'honneur de Orban à « l'humiliation » que l'UE lui a fait subir, ainsi qu'à son peuple.

Dans ma précédente chronique, [j'annonçais](#) la rencontre Orban-Poutine pour le 19 septembre, estimant que « l'humiliation » de l'UE et de son § 7 allaient directement le précipiter dans les bras du maître du Kremlin.

Pour paraphraser une désignation artistique, je dirai que « **le salon des refusés** » des dissidents politiques à l'UE s'agrandit de jour en jour. Et, pour ceux qui ignorent ce que fut le « salon des refusés » voici le lien pour information :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Salon_des_refusés

Pas même une semaine après le vote infâme du politbüro de l'UE, Orbán se rend à Moscou pour des pourparlers énergétiques avec son homologue, Vladimir Poutine. Le politbüro de l'UERSS pourra prendre cette visite comme un gros bras d'honneur. Ce qui me fait sourire d'aise.

Orbán n'est pas seul. Dans son combat avec l'UERSS sur les questions migratoires et son « état de droit », la Pologne, elle aussi « tombée » sous le coup du § 7 avant la Hongrie, a fait le serment de protéger la Hongrie, et la Hongrie de protéger la Pologne. Sans oublier le soutien de Andreas Babis, le PM de la République Tchèque. De cette manière, le droit de vote, qui exige l'unanimité, ne pourra jamais leur être retiré. Récemment, c'est le soutien du bouillant Matteo Salvini sur lequel Viktor Orbán peut compter. Ces dirigeants ont fait savoir haut et fort leur soutien à Viktor Orbán et à son refus de l'immigration. Ajoutez qu'ils soutiennent également son rapprochement pragmatique vers la Russie. Salvini est connu pour être un critique virulent des sanctions contre la Russie. L'Italie exige l'arrêt de ces sanctions imbéciles qui ne font du tort qu'aux européens, moins aux russes et qui profitent surtout à « l'état profond » de Washington.

Une partie du gouvernement autrichien est d'accord. En effet, le ministre des affaires étrangères, Karin Kneissl a récemment reçu Vladimir Poutine, en tant qu'invité d'honneur personnel à son mariage en juillet dernier. Tandis que le vice-chancelier, Heinz-Christian Strache est connu pour ses vues pro russe et pro Poutine. « *En même temps* », **(nous connaissons cela)**, le chancelier, Sebastian Kurz, rassure les critiques, que l'Autriche est bien ancrée dans l'UE en partageant ses positions sur la Russie. J'évoquais ma déception dans une [chronique](#) sur RR sur Sebastian Kurz.

Ce qui est saisissant avec Orbán et ses alliés d'Europe

Centrale (dont le Président de la République Tchèque, Milos Zeman) est, **qu'ils viennent de pays qui ont sacrément souffert sous l'URSS par le passé**, comme le souligne Zeman qui se réfère au pays membres du Pacte de Varsovie et leur soumission au communisme après la seconde guerre mondiale. Le cas de la Hongrie était particulièrement douloureux à cause de l'oppression sanglante des chars soviétiques contre la révolution de 1956 à Budapest.

Ce sont précisément ces pays qui défendent des relations pragmatiques avec la Russie, quand d'autres, comme la Grande Bretagne, même l'Allemagne, menacent la Russie, comme si elle était encore une dictature communiste et que nous étions au plus profond de la guerre froide !

Je ne soulignerai jamais assez que ce sont les Soviétiques qui ont payé le plus lourd tribut en vies humaines à combattre les nazis. 80% de l'armée d'Hitler était tournée vers la Russie et que les alliés n'avaient qu'à combattre 20% de la terrible armée nazie. La propagande de Hollywood, déjà, faisait merveille mondiale, en laissant penser jusqu'à ce jour, que les Américains furent les seuls vainqueurs de la bête immonde ...

L'ironie est encore plus grande, lorsque l'on sait que **Orban a joué un rôle personnel, trop souvent oublié par les historiens, en provoquant la fin de la domination Soviétique en Europe Centrale**. Je parie que la majorité des députés de l'UERSS hébétés qu'ils sont, ignorent cette partie de l'histoire de la Hongrie. En particulier cette néerlandaise écolo-gaucharde à l'origine de l'humiliation de cet homme courageux.

Le discours d'Orban, sur la Place des Héros, le 16 juin 1989 à Budapest, à l'occasion des secondes funérailles du leader de la révolution de 1956, Imre Nagy, exigeait le retrait des troupes Soviétiques. C'était la première fois que quelqu'un appartenant au Pacte de Varsovie s'exprimait ainsi. Orban

« père courage » déjà ! Ce discours témoignait que les vieux tabous et avec eux, la dictature communiste allaient tomber. C'était deux mois avant que le gouvernement hongrois ouvre ses frontières avec l'Autriche, ce qui permit à des centaines de milliers d'Allemands de l'Est de revenir en Allemagne de l'Ouest, cinq mois avant que le mur de Berlin ne tombe. La contribution de Viktor Orban dans les réactions en chaîne par la suite était décisive. C'est la seule explication pour ce paradoxe apparent, que ces leaders d'Europe Centrale sont désormais pro russe.



Illustration : Orban en 1989

Contrairement à leurs collègues occidentaux qui n'ont jamais été affectés par la dictature communiste, les ex pays du Pacte de Varsovie comprennent que la Russie n'est plus l'ancienne URSS, qui a abandonné le communisme, mais que l'identité nationale, la fierté de l'identité nationale furent les clés pour vaincre le communisme en Europe Centrale, mais aussi en Russie elle-même.

Le discours de Orban en 1989 était un appel au patriotisme des Hongrois qui traçait leur combat pour la liberté nationale en 1848. La liberté et la fierté nationale allaient main dans la main contre les Habsbourg.

Pour ce qui concerne la Pologne, non seulement l'identité nationale jouait, mais la religion était dominante dans la chute du communisme.

En conséquence, les Hongrois, les Tchèques et tant d'autres observent maintenant avec consternation, que ces mêmes identités nationales qui les libéraient du communisme se trouvent désormais menacées par les nouveaux commissaires de Bruxelles.

Parce que l'approche de l'Europe Occidentale est en parfaite opposition. La fierté d'une nation est considérée comme arriérée et dangereuse, car la fierté nationale fut irrémédiablement endommagée durant la seconde guerre mondiale. En fait, les états membres fondateurs de l'UE furent tous vaincus durant la guerre, aussi bien par les Allemands que par les alliés. Durant le processus de défaite, la fierté nationale fut ruinée, soit par le barbarisme des nazis et du fascisme soit par diverses formes de collaborations nationalistes avec eux. Tous ces faits vinrent entacher les nations. C'est seulement en Grande Bretagne que la clé de la victoire fut la fierté nationale. Pour tous les autres c'était la clé de la défaite. Et partialement, une exception à la règle fut la France, qui gardait un sens de fierté nationale après la guerre. Cependant durant ces dernières décennies la mémoire de la résistance gaulliste fut effacée petit à petit par une honte nationale qui fut plus forte encore, Vichy.

C'est la raison pour laquelle les pays d'Europe de l'Ouest ont adopté l'idéologie de l'UE, selon l'idée qu'avant la création de l'UE ce n'était que guerres entre états nations. Et il est juste de dire que la clé de ces guerres était causée par les rivalités nationales. Et pour que paix soit, l'argument prévaut que les états nations doivent être dissous en une entité supranationale.

L'Allemagne a su faire table rase plus que d'autres, afin de ne pas laisser d'ardoise sur son histoire nationale, alors que d'autres pays partagent des parties, parfois même des parties importantes de ce même modèle historiographique et politique allemand. C'est sûr que les pays d'Europe Centrale ont eux aussi des cadavres dans leurs placards concernant cette

guerre. La Hongrie était une alliée de l'Allemagne nazie tout au long de cette période. Cependant, le souvenir plus récent de la victoire nationale sur le communisme a ravivé la fierté nationale, alors que les états d'Europe Occidentale n'ont pas remporté de victoire comparable et ont donc mis toute leur confiance dans le projet européen post-national et post-moderne. Ajoutez que, alors que le communisme a été largement rejeté comme idéologie par les peuples qui vivaient sous son joug, y compris en Russie Soviétique, l'idéologie du libéralisme a pénétré très profondément la conscience de l'Europe Occidentale, au point même d'effacer tout sentiment national. Le libéralisme a eu plus de succès que le communisme, même si le marxisme orthodoxe a également appelé à la fin de l'Etat-Nation.

Cette fracture est-ouest est une ligne de partage idéologique majeure au sein de l'Union Européenne. Le vote au Parlement Européen la semaine dernière, au cours duquel plus des deux tiers des eurodéputés se sont insurgés contre un des leurs, au nom de leur interprétation biaisée de « l'état de droit », a marqué un tournant historique, par cette approche radicalement différente de la politique et de l'histoire.

Les positions opposées à la Russie font également partie de cette division. Comme l'a dit Marx : « ***l'histoire se répète d'abord comme une tragédie, puis, comme une farce*** », comme on l'a vu à Strasbourg la semaine dernière. L'UE, comme l'URSS, découvrira que l'identité nationale est plus forte que son idéologie politique. C'est mon espoir, s'il n'y avait pas l'islam et sa conquête qui font désormais partie du paysage de guerre totale et globale.

<http://ronpaulinstitute.org/archives/featured-articles/2018/september/18/orban-s-moscow-visit-a-middle-finger-to-eu-after-last-week-s-humiliation/>

